

---

## CONCERNANT LE REGISTRE CTOI DES NAVIRES AUTORISÉS À OPÉRER DANS LA ZONE DE COMPÉTENCE DE LA CTOI

SOUMISE PAR : UNION EUROPÉENNE

---

### Exposé des motifs

La présente proposition vise à actualiser la résolution relative au registre des navires autorisés (RNA) de la CTOI. Elle prévoit notamment :

- 1) L'abaissement de la taille minimale requise pour figurer dans le RNA de la CTOI, qui passe de 24 mètres à 12 mètres. Cette mesure vise à améliorer considérablement la surveillance et le contrôle des activités de pêche en couvrant une plus grande partie de la flotte active. De nombreux navires d'une longueur comprise entre 12 et 24 mètres contribuent de manière significative à l'effort de pêche, mais ne relèvent actuellement pas du champ d'application du RNA, ce qui crée des lacunes dans les données et empêche d'estimer clairement l'effort de pêche dans la zone de compétence de la CTOI. Leur inclusion renforcerait la transparence, la traçabilité et l'exactitude des déclarations d'effort et de captures ;
- 2) Le rétablissement de l'obligation prévue au paragraphe 11 vise à maintenir le délai de soumission de la liste des navires de ravitaillement assurant le soutien des senneurs, qui n'était pas inclus dans la résolution 24/02 et qui devrait être ajouté dans la présente résolution ;
- 3) La suppression des dispositions obsolètes dont la validité a expiré après leur mise en œuvre tardive ;
- 4) Certains éléments allant dans le sens d'une harmonisation juridique. En particulier, le terme « RNA de la CTOI » est utilisé de manière cohérente, conformément au glossaire.

[Rev1 : Cette version rétablit le champ d'application du RNA tel qu'il est défini dans la résolution 19/04. À la suite des discussions qui ont suivi la présentation de la proposition, cette révision ajoute une procédure permettant à la Commission de réexaminer le champ d'application du RNA et d'identifier des pistes d'action susceptibles d'améliorer le suivi des flottes par la CTOI. Enfin, le retrait des navires INN du RNA, tel que convenu par le CdA, est intégré dans un nouveau paragraphe.](#)

[Rev 2 : correction des paragraphes 1 et 2.](#)

[Rev3 : Une formulation alternative visant à répondre aux préoccupations concernant le caractère contraignant de l'obligation. Le paragraphe 22 bis a désormais un caractère incitatif.](#)

**RÉSOLUTION 19/0426/XX**  
**CONCERNANT LE REGISTRE CTOI DES NAVIRES AUTORISÉS À OPÉRER DANS LA ZONE DE  
 COMPÉTENCE DE LA CTOI**

**Mots-clés :** navires autorisés, navires actifs, navires auxiliaires de ravitaillement et de soutien, numéro OMI, navires de pêche INN.

**La Commission des thons de l’océan Indien (CTOI),**

RAPPELANT que la CTOI a pris une série de mesures visant à prévenir, décourager et éliminer les pêcheries INN conduites par des navires thoniers industriels ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la CTOI a adopté la [résolution 01/06](#) *Concernant le programme CTOI de document statistique pour le patudo* lors de sa réunion en 2001 ;

RAPPELANT ÉGALEMENT que la CTOI a adopté la résolution 01/02 ~~[remplacée par la résolution 13/02, par la résolution 14/04, par la résolution 15/04 puis par la résolution 19/04]~~ *Relative aux contrôles des activités de pêche* lors de sa réunion en 2001 ;

NOTANT que les grands navires de pêche sont très mobiles et changent facilement de zones de pêche d’un océan à l’autre, et sont fortement susceptibles d’opérer dans la zone CTOI sans être dûment immatriculés auprès de la Commission ;

NOTANT que les navires auxiliaires opérant avec les senneurs peuvent accroître leur capacité de pêche ~~de manière incontrôlée~~ en déployant des dispositifs de concentration de poissons ~~[dans des zones fermées à la pêche]~~.

RAPPELANT que le Conseil de la FAO a adopté le 23 juin 2001 un Plan d’Action International (« PAI ») visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, que ce plan stipule que les organismes de gestion des pêches régionaux devraient prendre des mesures afin de renforcer et de développer des moyens novateurs, en conformité avec les réglementations internationales, visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche INN et notamment à établir des registres des bateaux autorisés à pêcher et des registres des bateaux se livrant à la pêche INN ;

RAPPELANT que le Registre CTOI des navires autorisés (RNA) a été établi par la Commission le 1<sup>er</sup> juillet 2003, par le biais de la résolution 02/05 *Concernant l’établissement d’un registre CTOI des navires autorisés à opérer dans la zone de compétence de la CTOI, qui fut ensuite* ~~[remplacée par la résolution 05/02, puis 07/02, puis 13/02, puis 14/04, puis 15/04, puis-et enfin 19/04]~~ ;

RECONNAISSANT la nécessité de prendre des mesures supplémentaires pour effectivement éliminer les grands thoniers INN ;

[RECONNAISSANT que l’élargissement du champ d’application du RNA permettrait d’obtenir des informations précieuses sur les flottes opérant exclusivement dans les ZEE des États côtiers et constituerait ainsi une condition essentielle à la poursuite des travaux du CTCA ;](#)

ADOPTE les points suivants, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l’article IX de l’Accord portant création de la CTOI :

1. La Commission devra maintenir un registre CTOI des ~~bateaux de pêche~~ navires autorisés (RNA) :
  - a) de ~~24-1224~~ mètres de longueur hors-tout ou plus<sup>±</sup>, ou
  - b) dans le cas de navires de moins de ~~24-12-24~~ mètres, opèrent dans les eaux hors de la zone économique exclusive (ZEE) de l’État du pavillon et qui sont autorisés à pêcher les thons et espèces apparentées dans la zone de compétence de la CTOI (ci-après appelés « navires de pêche autorisés » ou « AFV »).

<sup>±</sup> [L’obligation d’inserire au RNA les navires dont la longueur hors-tout est comprise entre moins de 24 mètres et 12 mètres prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2028.](#)

2. Aux fins de cette résolution, les navires de pêche, y compris les navires auxiliaires, de ravitaillement et de soutien ne figurant pas dans le ~~registre RNA de la~~ CTOI sont considérés comme n'étant pas autorisés à pêcher, conserver à bord, transborder ou débarquer des thons et espèces apparentées ou à assister toute activité de pêche ou à déployer des dispositifs de concentration de poissons dérivants (DCPD) dans la zone de compétence de la CTOI. Cette disposition ne s'appliquera pas aux navires de moins de ~~122424~~ m de longueur hors-tout opérant dans la ZEE de leur État du pavillon.
3. Chaque Partie contractante et Partie coopérante non contractante (ci-après dénommée « CPC ») devra soumettre au format électronique au Secrétaire exécutif de la CTOI, pour les navires mentionnés dans les alinéas 1 (a) et 1 (b), la liste de ses AFV autorisés à opérer dans la zone de compétence de la CTOI. Cette liste devra inclure les informations suivantes :

- a) Nom(s) du bateau et numéro(s) d'immatriculation national(aux) ou numéro d'immatriculation UE (CFR) ;
- b) Numéro OMI (si éligible aux critères de l'OMI) ;

~~Afin de laisser aux CPC le temps nécessaire pour obtenir un numéro OMI pour leurs navires éligibles qui n'en ont pas déjà un, le paragraphe 2.b sur le numéro OMI sera effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Pour les navires de moins de 100 TB qui font moins de 12 m de longueur hors tout, l'exigence de ce paragraphe s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. À partir de cette date, les CPC s'assureront que tous les navires de pêche qui sont inscrits sur le Registre RNA de la CTOI des navires de pêche reçoivent un numéro OMI conformément à la Résolution A.1117(30) de l'Assemblée de l'OMI. Le paragraphe 3 (b) sur le numéro OMI ne s'applique pas aux navires qui ne sont pas éligibles à recevoir un numéro OMI.~~

- c) Nom(s) précédent(s) (le cas échéant) ou indiquer la non-disponibilité ;
- d) Pavillon(s) précédent(s) (le cas échéant) ou indiquer la non-disponibilité ;
- e) Informations précédentes sur la suppression d'autres registres (le cas échéant) ou indiquer la non-disponibilité ;
- f) Indicatif(s) d'appel radio international(aux) (le cas échéant) ou indiquer la non-disponibilité ;
- g) Port d'immatriculation ;
- h) Type de bateau, longueur hors-tout et tonnage brut (TB/GT) ;
- i) Volume total des cales à poisson (en m<sup>3</sup>) ~~(cette exigence sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022)~~ ;
- j) Nom et adresse des armateurs et opérateurs ;
- k) Noms et adresses des propriétaires effectifs, si connus et différents du propriétaire/opérateur du navire ou indiquer la non-disponibilité ;
- l) Nom et adresse de l'entreprise opérant le navire et numéro d'immatriculation de l'entreprise (le cas échéant) ;
- m) Engin(s) utilisé(s) ;
- n) Période(s) autorisée(s) pour la pêche et/ou le transbordement ;
- o) Photographies en couleur du navire montrant :
  - les côtés bâbord et tribord du navire, chacune montrant la totalité de la structure ;
  - la proue du navire ;
  - Au moins une photographie montrant clairement au moins un des marquages externes spécifiés en 3(a).

4. ~~Pour les navires qui ne sont pas autorisés à opérer hors de la ZEE de la CPC du pavillon, l'exigence 3(p) sera effective à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.~~
- 5.4. Si des informations du paragraphe 3 n'ont pas été fournies, le navire ne devra pas être inscrit sur le Registre RNA de la CTOI. La Commission prendra en compte les circonstances exceptionnelles dans lesquelles un armateur n'a pas pu obtenir de numéro OMI bien qu'il ait suivi les procédures appropriées. Les CPC du pavillon signaleront de telles situations exceptionnelles au Secrétariat de la CTOI.
- 6.5. Toutes les CPC qui délivrent à des navires battant leur pavillon des autorisations de pêcher des espèces gérées par la CTOI soumettront au Secrétaire exécutif de la CTOI un modèle à jour de leur autorisation officielle de pêche en dehors de la juridiction nationale et mettront à jour ces informations lorsqu'elles changent. Ces informations incluront :
- le nom de l'autorité compétente ;
  - le nom et les informations de contact du personnel de l'autorité compétente ;
  - la signature du personnel de l'autorité compétente ;
  - le tampon officiel de l'autorité compétente.
- 7.6. Le Secrétaire exécutif de la CTOI publiera les informations ci-dessus dans une section sécurisée du site Web de la CTOI, à des fins de suivi, contrôle et surveillance (SCS).
- 8.7. Le modèle mentionné au paragraphe 6-5 devra être exclusivement utilisé à des fins de suivi, contrôle et surveillance SCS et une différence entre le modèle et l'autorisation détenue à bord du navire ne constituera pas une infraction, mais amènera l'État contrôleur à clarifier la question avec l'autorité compétente de l'État du pavillon du navire en question.
8. Après l'établissement du registre RNA initial de la CTOI, chaque CPC devra rapidement notifier au Secrétaire exécutif de la CTOI tout ajout, suppression et/ou modification à apporter au registre RNA de la CTOI au moment de ces changements.
9. Les CPC devront indiquer chaque année, avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'opérations suivante, quels senneurs sont assistés par chaque navire de ravitaillement. Ces informations seront publiées sur le site web de la CTOI afin d'être accessibles à toutes les CPC.
10. Le Secrétaire exécutif de la CTOI devra assigner à chaque navire un numéro unique de Registre de la CTOI et maintenir le registre RNA de la CTOI et prendre des mesures visant à assurer la publicité de ce registre RNA, notamment par des moyens électroniques, y compris sa diffusion sur le site Internet de la CTOI, d'une manière conforme aux exigences de confidentialité signalées par les CPC.
11. Les CPC du pavillon des bateaux figurant sur le registre RNA de la CTOI devront :
- autoriser leurs navires à opérer dans la zone de compétence de la CTOI uniquement si elles sont en mesure de remplir, en ce qui concerne ces bateaux, les exigences et responsabilités prévues par l'Accord portant création de la CTOI et ses mesures de conservation et de gestion ;
  - prendre les mesures nécessaires visant à s'assurer que leurs AFV appliquent toutes les mesures appropriées de conservation et de gestion de la CTOI ;
  - prendre les mesures nécessaires visant à s'assurer que leurs AFV figurant sur le registre RNA de la CTOI conservent à bord les certificats d'immatriculation valides ainsi que l'autorisation valide de pêcher et/ou de transborder ;
  - garantir que leurs AFV figurant sur le registre RNA de la CTOI n'ont aucun antécédent d'activités de pêche INN ou, si ces bateaux ont de tels antécédents, que les nouveaux armateurs ont fourni suffisamment de pièces justificatives démontrant que les armateurs et opérateurs précédents n'ont plus d'intérêts juridiques, bénéficiaires ou financiers dans ces navires, ni n'exercent de contrôle sur ceux-ci, que les parties concernées par l'incident INN ont officiellement réglé la question et que des sanctions ont été appliquées ou, après avoir pris tous les éléments pertinents en considération, que

leurs AFV ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche INN ;

- e) s'assurer, dans la mesure du possible et dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs et opérateurs de leurs AFV figurant sur le [registre RNA](#) de la CTOI ne prennent part ni ne sont associés à des activités de pêche aux thons menées par des navires ne figurant pas sur le [registre RNA](#) de la CTOI dans la zone de compétence de la CTOI ;
  - f) prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer, dans la mesure du possible et dans le cadre de la législation nationale, que les armateurs des AFV figurant sur le [registre RNA](#) de la CTOI sont des ressortissants ou des entités juridiques des CPC du pavillon afin que toute mesure punitive ou de contrôle puisse être effectivement prise à leur rencontre.
12. Les CPC devront examiner leurs propres actions et mesures internes prises en vertu du paragraphe [11.5.11](#), y compris les mesures punitives et les sanctions, et conformément à la législation nationale relative à la diffusion, présenter chaque année les résultats de cet examen à la Commission. Après considération des résultats de cet examen, la Commission devra, le cas échéant, demander aux CPC du pavillon des AFV figurant sur le [registre RNA](#) de la CTOI de prendre d'autres mesures en vue d'améliorer l'application, par ces bateaux, des mesures de conservation et de gestion de la CTOI.
13. a) Les CPC devront prendre des mesures, dans le cadre de leur législation applicable, afin d'interdire la pêche, la rétention à bord, le transbordement et le débarquement de thons et d'espèces apparentées par les navires ne figurant pas sur le [registre RNA](#) de la CTOI.
- b) Pour assurer l'efficacité des mesures de conservation et de gestion de la CTOI concernant les espèces relevant des Programmes de Documents Statistiques :
- i. les CPC du pavillon, devront valider les documents statistiques uniquement pour les navires figurant sur le [registre RNA](#) de la CTOI ;
  - ii. les CPC devront exiger que les espèces relevant des Programmes de Documents statistiques capturées par des AFV dans la zone de compétence de la CTOI soient accompagnées, lors de leur importation sur le territoire d'une Partie contractante, par des documents statistiques validés pour les bateaux figurant sur le [registre RNA](#) de la CTOI ; et
  - iii. les CPC important des espèces relevant des Programmes de Documents statistiques devront coopérer avec les États du pavillon des bateaux afin de garantir que les documents statistiques ne sont pas falsifiés ou ne contiennent pas de fausses informations.
14. Chaque CPC devra notifier au Secrétaire exécutif de la CTOI toute information factuelle montrant qu'il existe de fortes raisons de soupçonner que des navires ne figurant pas sur le [registre RNA](#) de la CTOI s'adonnent à la pêche et/ou au transbordement de thons et d'espèces apparentées dans la zone de compétence de la CTOI.
15. a) Si un bateau visé au paragraphe [14.18.14](#) arbore le pavillon d'une CPC, le Secrétaire exécutif de la CTOI devra demander à cette CPC de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher le bateau de capturer des thons ou des espèces apparentées dans la zone de compétence de la CTOI ;
- b) Si le pavillon d'un bateau visé au paragraphe [14.18.14](#) ne peut pas être déterminé ou est celui d'une Partie non contractante non coopérante, le Secrétaire exécutif de la CTOI devra compiler et diffuser, dans les meilleurs délais, ces informations à toutes les CPC.
- [16.](#) [Le Secrétariat procédera automatiquement à la radiation du registre des navires de pêche de la CTOI \(RNA\) de tout navire inscrit sur la liste des navires INN de la CTOI, conformément à la résolution 24/03 de la CTOI.](#)
- ~~16.~~[17.](#) La Commission et les CPC concernées devront communiquer et déployer tous les efforts possibles, conjointement avec la FAO et d'autres organismes régionaux de gestion des pêches, afin de développer et de mettre en œuvre les mesures appropriées, si les circonstances le permettent, y compris l'établissement de registres de nature similaire, en temps opportun, afin d'éviter toute répercussion néfaste sur les ressources thonières dans d'autres océans. Au nombre de ces répercussions néfastes, on peut citer la pression de pêche excessive causée par un déplacement des navires de pêche INN de l'océan Indien vers d'autres océans.

17.18. Chaque ~~partie contractante ou partie coopérante non contractante de la CTOI~~CPC :

- a) S'assurera que chacun de ses navires de pêche a à bord les documents délivrés et certifiés par l'autorité compétente de ladite CPC, dont, au moins :
  - i. licence, permis ou autorisation de pêche et les termes et conditions y afférents ;
  - ii. nom du navire ;
  - iii. port d'immatriculation du navire et numéro(s) d'immatriculation du navire ;
  - iv. indicatif d'appel international ;
  - v. nom et adresse du(des) armateur(s) et, le cas échéant, de l'affrètement ;
  - vi. longueur hors-tout ;
  - vii. puissance du moteur, en kW/CV.
- b) Vérifiera régulièrement les documents indiqués ci-dessus, au moins une fois par an ;
- c) S'assurera que toute modification apportée aux documents et informations indiqués au paragraphe 17.a) est certifiée par l'autorité compétente de la CPC concernée.

18.19. Chaque CPC s'assurera que ses navires de pêche autorisés à pêcher dans la zone de compétence de la CTOI sont marqués de façon qu'ils puissent être promptement identifiés, conformément aux standards généralement acceptés comme les Spécifications types du marquage et de l'identification des bateaux de pêche de la FAO.

19.20. Chaque CPC s'assurera que:

- a) Chaque engin utilisé par ses navires de pêche autorisés à pêcher dans la zone de compétence de la CTOI est correctement marqué, par exemple que les extrémités des filets, lignes et autres engins à la mer sont équipées de bouées à flamme ou réflecteur radar, de jour, ou lumineuse de nuit, permettant d'indiquer leur position et leur étendue.
- b) Les bouées de marquage et autres objets flottants de surface, prévus pour indiquer la position d'un engin de pêche fixe, seront clairement et de façon permanente marquées avec les lettres et/ou chiffres du navire auquel ils appartiennent.
- c) Les dispositifs de concentration de poissons seront clairement et de façon permanente marqués avec les lettres et/ou chiffres du navire auquel ils appartiennent.

21. Chaque CPC s'assurera que tous ses navires de pêche de ~~1224~~24 m de longueur hors-tout ou plus et ses navires de moins de ~~24~~24 mètres s'ils pêchent hors de leur ZEE ~~sont~~ sont inscrits sur le ~~Registre RNA de la CTOI des navires autorisés~~ et autorisés à pêcher dans la zone de compétence de la CTOI ~~et~~ et tiennent un livre de pêche national relié et avec des pages numérotées consécutivement. Les enregistrements originaux contenus dans les livres de pêche seront conservés à bord du navire de pêche pour une période d'au moins 12 mois.

22. La Commission réexaminera le champ d'application du RNA lors de sa session annuelle de 2027. Afin de préparer les discussions sur une éventuelle extension du RNA :

- a. D'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2027, les CPC devront communiquer le nombre de navires d'une longueur hors tout supérieure à 12 mètres et inférieure à 24 mètres battant leur pavillon et autorisés à pêcher les thons et les espèces apparentées. Les CPC sont encouragées à communiquer également le nombre de navires d'une longueur hors tout de 12 mètres ou moins battant leur pavillon et autorisés à pêcher les thons et les espèces apparentées. sont invitées à fournir toute information concernant les navires qu'elles autorisent à pêcher des espèces CTOI et qui ne figurent pas sur le RNA. Ces informations pourront inclure une estimation du nombre de navires qui seraient concernés par une extension du RNA.

a.b. [Les informations visées au paragraphe 22\(a\) seront présentées au GTMOMCG lors de sa réunion de 2027. Le GTMOMCG identifiera les options d'extension du RNA et formulera des recommandations à l'intention du CdA.](#)

20.23. Cette résolution remplace la résolution ~~15~~19/04 *concernant l'établissement d'un registre CTOI des navires de plus de 24 mètres autorisés à opérer dans la zone CTOI.*